

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS200/12
3 août 2000

(00-3187)

Original: anglais

ÉTATS-UNIS – ARTICLE 306 DE LA LOI DE 1974 SUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR ET MODIFICATIONS Y RELATIVES

Communication du Japon

La communication ci-après, datée du 10 juillet 2000, adressée par la Mission permanente du Japon au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée à la demande du Japon.

Ainsi qu'il est indiqué dans la lettre datée du 19 juin que j'ai adressée à Mme l'Ambassadeur Rita D. Hayes (États-Unis), et qui a été distribuée le 23 juin 2000 en tant que document de l'OMC (WT/DS200/4), le Japon estime qu'il a bien un intérêt commercial substantiel dans la question, y compris un intérêt de caractère systémique, et il a par conséquent demandé à participer aux consultations concernant le différend entre les Communautés européennes et les États-Unis intitulé "États-Unis – Article 306 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur et modifications y relatives".

Le 3 juillet, j'ai reçu la réponse de Mme l'Ambassadeur Hayes nous signifiant qu'il n'était pas accédé à notre demande et indiquant que, "les États-Unis sont d'avis que le Japon n'a pas un intérêt commercial substantiel dans ces consultations. Par ailleurs, les États-Unis ne pensent pas que le Japon ait un intérêt direct dans la question de l'exercice des droits au titre de l'article 22 du Mémorandum d'accord dans ce différend".

Je sais cependant, d'après les documents de l'OMC déjà distribués, que neuf autres Membres ont eux aussi présenté une demande à l'effet d'être admis à participer aux consultations. Je pense que, parmi eux, il y en a un certain nombre qui, comme le Japon, ont présenté une demande en raison de leur intérêt systémique dans le différend en cours. Nous ne pouvons pas accepter l'argument des États-Unis selon lequel le Japon n'a pas d'"intérêt direct dans la question des droits au titre de l'article 22 du Mémorandum d'accord", étant donné que le problème dont il s'agit concerne une loi des États-Unis qui a une incidence systémique sur l'exercice des droits au titre de l'article 22 dudit mémorandum et n'est pas limité pas à une affaire particulière. De plus, nous ne pouvons pas accepter que les États-Unis fassent entrer en ligne de compte, dans la question de la participation de tierces parties aux consultations prévues à l'article XXII, un critère autre que celui qui est stipulé à l'article 4:11 du Mémorandum d'accord.

En raison de l'importance systémique de cette affaire, non seulement pour le Japon, mais aussi pour les autres Membres qui ont présenté une demande, j'aimerais beaucoup être informé des réponses que les États-Unis ont fournies au sujet de chaque demande, ainsi que des raisons qui y sont indiquées quant à leur acceptation ou leur refus. En conséquence, je vous demanderais de bien vouloir nous faire parvenir les copies de toutes les réponses des États-Unis à chacune des demandes.

./.

Outre la demande susmentionnée, j'aimerais signaler à votre attention un point connexe. Conformément à la pratique actuelle, seules les demandes de consultations et les demandes de participation aux consultations sont distribuées, mais pas les réponses effectives à ces demandes. (Dans le passé, le Secrétariat distribuait des mémorandums indiquant le nom des Membres qui avaient été admis comme participants aux consultations en tant que tierces parties, mais il ne le fait plus.) Je pense que, par souci de transparence, il conviendrait au moins de prendre dûment en considération la nécessité pour un Membre qui présente une demande d'être informé des suites données aux demandes similaires que d'autres Membres ont présentées.

Compte tenu de ce qui précède, j'aimerais suggérer que l'on étudie la possibilité d'introduire une pratique en vertu de laquelle aussi bien les demandes que les réponses seraient systématiquement distribuées à tous les Membres. On pourrait envisager de tenir une consultation informelle, placée sous votre présidence, afin de débattre plus avant de cette question et de faire ensuite rapport à l'ORD à sa prochaine réunion ordinaire.
